

Obtenir davantage avec *moins*

ASHOK KHOSLA prône l'éradication de la «pauvreté énergétique» pour mettre en place une stratégie efficace de stabilisation du climat

La plupart des gouvernements se lancent dans l'avenir en regardant dans le rétroviseur. Bien que l'on ait toujours plus de preuves scientifiques que nos modes actuels de consommation et de production conduisent à une déstabilisation massive des systèmes d'accompagnement de la vie de la planète – notamment son climat et ses ressources vivantes – le rythme de nos économies ne fait que s'accroître. Des traités internationaux ont été négociés pour ralentir cette course vers l'autodestruction mais le pied continue à peser plus lourd sur la pédale d'accélérateur que sur celle de frein; les plus grands pollueurs sont encore ceux qui respectent le moins leurs obligations.

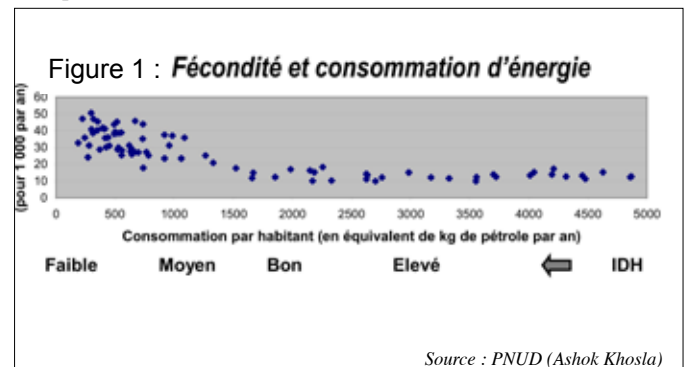
Etant donné le long laps de temps qui s'écoule entre la cause et l'effet, à savoir les émissions de gaz à effet de serre et l'élévation des températures atmosphériques, le climat mondial sera inéluctablement modifié, même si toutes les économies nationales réduisent rapidement leur consommation de combustibles fossiles et mettent un terme à la destruction des forêts. L'héritage de quelques 150 années d'utilisation sans retenue de matériaux et d'énergie s'en chargera. Ce changement, qui à son tour débouchera sur des modifications du régime des pluies, du niveau de la mer, de la fréquence des catastrophes naturelles et autres phénomènes désagréables – est dans une large mesure jugé indésirable pour ne pas dire franchement nocif.

Les scientifiques, les écologistes et les diplomates doivent naturellement travailler jour et nuit pour changer cette situation, négocier des accords internationaux et élaborer des politiques nationales propres à maîtriser les causes futures du changement climatique au niveau mondial. Mais il nous faut aussi concevoir dès maintenant des moyens allant au-delà des solutions épidermiques simplistes que recherchent actuellement ceux qui ont intérêt à voir se perpétuer le statu quo.

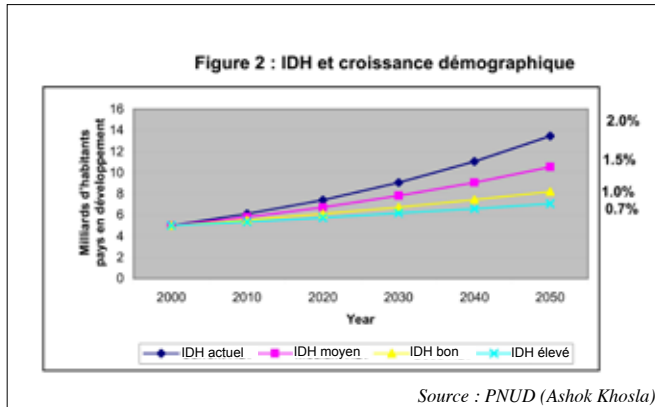
C'est une caractéristique des problèmes complexes, naturels ou de société – tout particulièrement ceux pour lesquels l'effet se fait sentir longtemps après la cause – que les solutions qui produisent véritablement les résultats souhaités ne sont pas nécessairement les plus évidentes. Il arrive même que les solutions les plus efficaces aillent tellement à l'encontre de l'intuition qu'elles sont tournées en dérision par les experts. Il en est ainsi du changement climatique. Les réactions doivent être adaptées aux calendriers des phénomènes atmosphériques qui en sont responsables, et qui s'étalent sur des décennies voire des siècles.

Nous devons bien évidemment agir de suite pour obtenir des résultats immédiats, à la fois pour montrer au public que les gouvernements et les sociétés répondent réellement aux préoccupations et parce que chaque tonne de carbone non émise représente quelque part une tonne de tristesse épargnée. Mais il est encore plus urgent de prendre des mesures maintenant pour obtenir à long terme des résultats valables dont l'impact sera encore plus fort. Les émissions de carbone qu'il convient de contrôler de toute urgence sont celles qui seront produites par l'économie mondiale dans 50 ans, dans un monde inévitablement plus démocratique et équitable que celui d'aujourd'hui et, dans lequel, en conséquence, chacun aura le droit d'exiger une plus grande part de l'énergie totale.

Pour aussi contraindre à l'intuition que cela puisse paraître, le moyen le plus efficace pour réduire l'impact à long terme de l'activité humaine sur le climat est de faire en sorte que les pauvres de la planète puissent rapidement utiliser l'énergie (ou au moins les services qu'elle rend possibles).



La population humaine mondiale et sa consommation d'énergie par habitant – notamment sous la forme de combustibles fossiles – sont les deux éléments principaux qui permettront de déterminer l'état du climat en l'an 2050, par exemple. Le taux de croissance démographique d'une société n'est pas une variable indépendante : il est étroitement lié au niveau des services énergétiques dont disposent ses membres. La fécondité humaine est dans une large mesure inversement proportionnelle au niveau de développement économique. Plus les conditions de vie et les possibilités offertes aux populations sont bonnes, moins il y a, en général, de familles nombreuses. Il



ya une forte corrélation entre l'Indice de développement humain du PNUD, mesure de la qualité de vie largement acceptée, et la disponibilité de services énergétiques. Ainsi, comme l'indique le graphique 1 ci-dessous, améliorer l'accès aux services énergétiques est une excellente façon de faire baisser la fécondité quels que soient les liens spécifiques de cause à effet. Lorsque cela est possible, ceci devrait se faire en utilisant plus efficacement l'énergie mais également, lorsque cela est nécessaire, en ayant accès à des sources additionnelles d'énergie primaire.

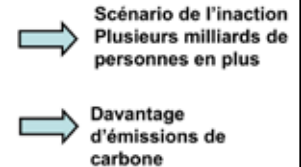
Les projections du graphique 2 donnent une idée approximative de l'impact d'un meilleur accès aux services énergétiques sur la croissance démographique dans les pays en développement, et donc d'un indice de développement humain plus élevé. Les courbes montrent les trajectoires démographiques probables pour les 50 prochaines années. Elles sont basées sur les projections démographiques de l'ONU avec

un modèle simple indiquant l'influence de l'indice de développement humain sur la fécondité. Il ressort de ces chiffres que la population mondiale prévue varie considérablement selon les différents schémas

Tableau 1 : Population mondiale en 2050

- IDH dans le tiers monde
- IDH faible (2 %) **13,5 milliards**
- IDH moyen (1,5 %) **10,5 milliards**
- IDH bon (1 %) **8,2 milliards**
- IDH élevé (0,7 %) **7,0 milliards**

Scénario de l'inaction



Source : PNUD (Ashok Khosla)

d'utilisation de l'énergie introduits dans les pays à faible revenu aujourd'hui. Comme l'indique le tableau 1, les émissions totales annuelles de carbone seraient bien moins élevées en 2050 par exemple si les besoins énergétiques immédiats des pauvres étaient satisfaits de suite.

En conséquence, pour aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'intervention la plus importante qui soit pour réduire les changements climatiques consiste à porter à un niveau raisonnable la fourniture de services énergétiques aux pauvres. Ceci doit se faire en améliorant le rendement énergétique et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et autres, et non pas simplement en injectant davantage d'énergie brute. Ceci permettrait de réduire, en l'an 2050, la population mondiale de 30 % par rapport aux 10 milliards prévus, ce qui aurait pour résultat une diminution considérable des émissions de carbone ■

Ashok Khosla est Président de "Development Alternatives" et Directeur général de TARAhaat